

# 7 Jours Filpac CGT

N° 98 – 26 mars 2010

## Sommaire

- Retraite : dialogue à peine imaginaire..... p. 1
- Vifs débats au COR..... p. 2
- Explosion des tarifs du gaz..... p. 3
- Baisse du pouvoir d'achat : l'Insee avoue..... p. 4
- **Terre solidaire** ..... p. 5
- Silpac Toulouse : 3 livres..... p. 7
- Groupe Otor : lutte sur les salaires..... p. 8

## Après le 23 mars, transformons l'essai !

Les flonflons du bal se sont tus. Mais l'homme des banques danse toujours, obsédé comme jamais par l'écrasement des retraites. Sa prestation télévisée post-régionales ? Un mépris du chômage, une indifférence à l'égard des salaires. Reste la rue, un beau 23 mars, pourtant raillé et condamné à l'avance par le chœur médiatique. Salaire, emploi, retraite, la mobilisation ne fait que commencer. Elle doit passer à l'heure d'été !

*Pourquoi l'idée même de **retraite** leur est insupportable ?*

## Dialogue à peine imaginaire

### 1. On vit plus longtemps, hein, madame Michu ?

- « On », c'est qui ? Un homme espère vivre jusqu'à 77 ans, une femme jusqu'à 84 ans.
- D'accord ce « on » a un sexe, mais c'est quand même vrai.
- Oui, ça fait des dizaines d'années que c'est vrai, progressivement l'espérance de vie s'allonge.
- Grâce à quoi ?
- A l'accès aux soins de qualité, en progression constante dans les pays riches. L'espérance de vie repose sur un bon système de sécurité sociale Santé.
- Des preuves...
- Si vous êtes roumain, l'espérance c'est 69 ans pour les hommes, 76 ans pour les femmes. Congolais ? 46 ans et 49 ans, Indien, 62 et 65, Japonais, 79 et 86, Egyptien, 68 et 72, etc.
- Ca veut dire quoi ?
- Que l'espérance de vie est un indicateur statistique du niveau de vie, de l'accès aux soins, rien de plus. D'ailleurs il varie selon les couches sociales : en France, un cadre vit 7 ans de plus qu'un ouvrier, en moyenne.

### 2. Travailler plus longtemps, c'est bien normal...

- C'est tellement normal que, côté retraite, on utilise cet argument « démographique », mais côté emploi, jamais ! C'est toujours l'heure de se faire licencier, quel que soit l'âge.

- Mais il y a bien des départs par « classe d'âge », par « pyramide des âges ».
- Il y avait... La méthode, c'est le plan de départ volontaire, la rupture individuelle. Mais de toute façon, l'argument du temps de vie, au moment du licenciement, ils s'en fichent !
- C'est excessif...
- Oui, ça l'est : un jeune aujourd'hui peut espérer vivre bien plus longtemps encore, il ne trouve pas pour autant de travail. Un salarié de plus de 50 ans est réputé inemployable, surtout les femmes. Et tous sont soumis à la précarité. Pourtant ils vont vivre plus longtemps.
- Mais la retraite et l'emploi, c'est différent...
- Non, c'est lié : il faut une sacrée dose de malhonnêteté pour dire dans une même phrase : « puisqu'on vit plus longtemps on doit travailler plus longtemps. » Les mêmes détruisent les emplois, dans le public et dans le privé, rendent les emplois inaccessibles. Où est le travail ? Si on allonge le temps de travail et on détruit les postes de travail en même temps, c'est qu'ils ont autre chose derrière la tête.

### 3. Retardons un peu l'âge de départ, allongeons un peu le temps de cotisations, c'est raisonnable, non ?

- J'vais te dire un truc, mon gars : celles et ceux qui ont un âge compris entre 55 et 59 ans, donc proches de l'âge de la retraite, ne sont actifs qu'à 56,3%.
- Et les autres, y sont en vacances ?
- T'as raison... Les autres ont été licenciés, on vire massivement les cinquantenaires, sans qu'ils aient le moindre espoir de trouver un travail décent. L'espérance de vivre... pauvre !
- Oui, mais les reclassements, l'emploi des seniors...
- De la flûte. Aucun plan de reclassement n'a jamais été respecté pour les vieux, et les mêmes qui ne reclassent pas voudraient nous faire travailler plus longtemps ? Sur quel poste de travail ?
- Tu critiques, tu critiques... mais qu'est-ce que tu proposes ? **La suite au prochain 7 Jours**

## Avant son rapport mi-avril... Vifs débats au Conseil d'orientation des retraites

La pression monte déjà sur le dossier des retraites. Le Conseil d'orientation des retraites, lieu de concertation et de réflexion où siègent partenaires sociaux, parlementaires et hauts-fonctionnaires, doit publier à la mi-avril de nouvelles projections sur les besoins de financement des régimes, qui serviront de base aux discussions sur la réforme.

Outre la prise en compte de la crise et d'un taux de chômage durablement plus élevé que prévu dans les précédentes projections, le COR va chiffrer l'impact de différentes modifications de paramètres. Sept variantes portant sur l'âge légal de départ (60 ans aujourd'hui) et la durée de cotisation (41 ans en 2012) ont été soumises aux membres du Conseil, hier, suscitant de vifs débats.

**A la demande du Medef, en effet, le secrétariat général a proposé de chiffrer, entre autres, l'impact d'un relèvement de l'âge légal jusqu'à 65 ans (d'ici à 2035), d'un passage de la durée de cotisation à 45 ans (en 2028) et d'un scénario couplant ces deux hypothèses. Plusieurs représentants syndicaux ont exigé le retrait de telles variantes.**

#### « Provocation »

**« Réaliser de tels chiffrages nous paraît relever de la provocation. Le Medef n'a pas voulu retirer sa demande et c'est très regrettable. Si ces données devaient figurer dans le rapport du COR, nous ne le cautionnerons pas », avertit Jean-Christophe Le Duigou (CGT).**

« L'état d'esprit du conseil a toujours été de rechercher le consensus, sur des hypothèses raisonnables, afin de donner plus de poids à ses rapports. Là, on va présenter des scénarios très noirs qui donneront le sentiment que celui du gouvernement est gris, s'il décide de relever l'âge légal à 62 ou 63 ans, renchérit Jean-Louis Malys (CFDT). Aucun homme politique ne suggère d'aller aussi loin, alors pourquoi faire de tels chiffrages ? Si on veut faire peur aux gens et avoir du monde dans la rue, c'est le meilleur moyen. Le COR ne doit pas suivre le Medef quand celui-ci joue les extrémistes. »

Tous les calculs vont néanmoins bel et bien être réalisés par les principaux régimes (CNAV, Arrco et service de retraite de l'Etat). Reste à savoir quelle présentation en sera faite à la mi-avril. « Ils ne doivent pas apparaître comme relevant d'une demande officielle du COR », soutient Jean-Christophe Le Duigou.

Jean-Louis Malys menace également de ne pas avaliser le rapport, une situation nouvelle et exceptionnelle pour le COR. Tous les syndicats ne sont cependant pas sur la même longueur d'onde : « Ce n'est pas parce que l'on réalise des simulations que l'on avalise les mesures. Il est intéressant de tout chiffrer pour avoir les clefs du débat, et le COR doit être un lieu de débat », souligne Danièle Karniewicz (CGC), présidente de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

Pour le député socialiste Pascal Terrasse, également membre du COR, « simulation ne vaut pas acceptation et tous les scénarios sont bons à examiner. En revanche, j'ai demandé à ce que l'on n'ait pas que des hypothèses portant sur l'âge de départ et la durée de cotisation, sinon le rapport serait trop orienté. Il faut aussi mettre en avant le besoin de financement en points de PIB et envisager quelle part pourrait relever de ressources supplémentaires. »

25 mars 2010 – source Les Echos - Le Monde

# Hausse des tarifs du gaz

## Une nouvelle ponction de 1 milliard d'euros sur les ménages

### *Déclaration de la Confédération Générale du travail, de la Fédération Mines-Energie CGT et d'INDECOSA-CGT*

Le gouvernement prévoit une nouvelle ponction sur les ménages par une très forte augmentation des tarifs du gaz **de 9,5% au 1er avril.**

Pour la CGT, sa fédération de l'Energie et son institut de consommateurs Indécosa-CGT, cette hausse est injustifiée au moment où les salariés subissent toutes les conséquences de la crise. Elle n'est pas plus justifiée par des raisons économiques. Le résultat du groupe GDF SUEZ a atteint un niveau historique en 2008, niveau confirmé en 2009 malgré la crise (4,5 milliards d'euros).

Ce dernier résultat a été réalisé grâce à une augmentation de 500 millions d'euros de la marge faite sur les consommateurs domestiques. Le Groupe GDF SUEZ entend renouveler cette augmentation en 2010, ce qui portera à 1 milliard d'euros annuel le niveau de la ponction sur le pouvoir d'achat des ménages.

La concurrence était censée provoquer la baisse des prix. C'est l'inverse qui se produit. Au travers du nouveau contrat de service public, l'Etat se désengage de ses responsabilités en matière de tarifs publics. Il est inacceptable de laisser à l'entreprise toute latitude pour fixer les tarifs dans la plus totale opacité.

Il faut faire la transparence sur les tarifs du gaz. Toute hausse injustifiée d'un produit essentiel comme le gaz serait insupportable. Pour la fixation du tarif gaz, la CGT demande, depuis plusieurs années, qu'une commission indépendante composée d'élus, d'associations de consommateurs, des organisations syndicales et des entreprises, soit créée.

Les prix d'achat de gaz, par des contrats « long terme » pour l'approvisionnement des consommateurs français, doivent être fournis à cette commission. Les coûts de l'acheminement et de la commercialisation doivent l'être également. Les marges pour GDF SUEZ et les autres commercialisateurs, doivent être négociées pour permettre l'investissement nécessaire aux missions de Service Public.

C'est l'ensemble de ces éléments qui doit définir les tarifs gaz.

La CGT, la FNME-CGT et Indécosa-CGT revendiquent une remise à plat des tarifs, ce qui selon nos analyses, doit conduire à une baisse immédiate.

Montreuil, le 25 mars 2010

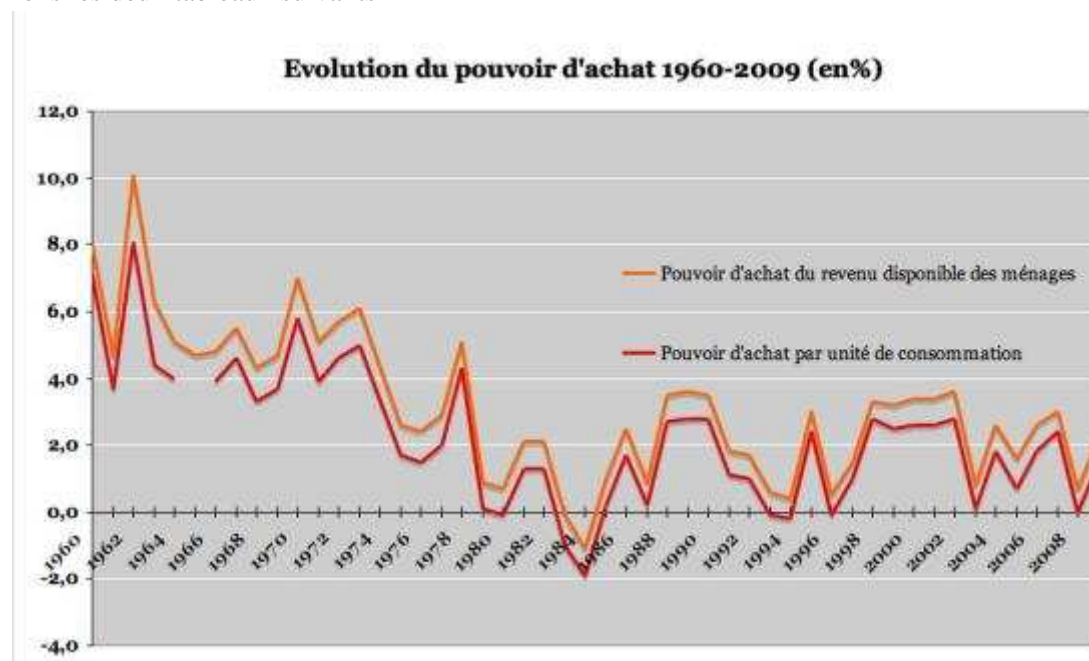
# Baisse du pouvoir d'achat

## La preuve par... l'Insee

L'année 2010 sera l'année de l'écrasement du pouvoir d'achat, comme l'année 2009 a été celle de la destruction de l'emploi.

Ce n'est pas nous qui le disons mais l'Insee, dans sa note de conjoncture de mars 2010, parue hier 25 mars. **7 Jours y reviendra.**

Mais examinons les deux tableaux suivants



**Le tableau ci-dessus indique l'ampleur de la baisse depuis... 1960.**  
**Le tableau ci-dessous détaille la baisse depuis 2001.**  
**Et les prévisions pour 2010 s'appellent régression**

**Variations annuelles (en %) du revenu disponible brut, du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages, taux d'épargne (en niveau)**

Intitulé	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Revenu disponible brut (RDB)	5,1	4,7	2,7	4,5	3,4	4,7	5,2	3,4
Pouvoir d'achat du RDB	3,4	3,6	0,8	2,6	1,6	2,6	3,1	0,6
Pouvoir d'achat du RDB par personne	2,7	2,8	0,2	1,9	0,8	1,9	2,5	0,1
Pouvoir d'achat du RDB par ménage	2,1	2,3	-0,4	1,3	0,2	1,1	1,7	-0,8
Pouvoir d'achat du RDB par UC	2,6	2,8	0,1	1,8	0,7	1,8	2,4	0,0
Consommation finale des ménages	4,3	3,3	4,0	4,5	4,5	4,5	4,5	3,8
Consommation effective des ménages	4,4	4,2	4,3	4,3	4,4	4,3	4,4	3,7
Taux d'épargne (en niveau)	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9	15,1	15,6	15,3

Source : Comptes nationaux - Base 2000, Insee

# Terre solidaire

**Le jour d'après... non pas celui des élections, mais celui de la manifestation syndicale parisienne qui passa devant le piquet de grève des sans papiers intérimaires du 30 avenue Daumesnil, la police de Sarko est intervenue pour expulser tout le monde. Comme si le pouvoir voulait conjurer sa défaite, se nourrissant du climat de haine suscité par la campagne honteuse d'Eric Besson sur « l'identité nationale ».**

## Le mur de la honte

En allant faire son cours de Français aux travailleurs sans papier de la rue Dausmenil, à 10 h, le prof d'alphabétisation a reçu un coup de fil de Moussa, un de ses élèves. Il lui a dit : "le cours est annulé, on est expulsé par la police au piquet de grève". Le prof a continué son chemin jusqu'au lieu d'occupation. Le quartier était bouclé par la police. Elle avait jeté dehors toutes les affaires des sans papiers et les sans papiers eux-mêmes. Il demanda à un policier de passer. Il lui interdit en lui demandant qui il était. Il lui répondit qu'il était le professeur de français des salariés de l'agence et qu'il avait rendez vous pour son cours. Le policier lui demanda de passer mon chemin. Le prof fut donc obligé de traverser le boulevard pour revenir en face de l'agence. Moussa lui a fait un petit signe de la main, lui demandant de rester cool (enfin c'est ce que qu'il a compris).



## L'expulsion

Les policiers lui ont encore demandé de circuler. Il a refusé en leur disant que le trottoir était à tout le monde. Il a retrouvé Bertrand, d'Attac, fervent soutien des sans papiers, coincé comme lui... Assez rapidement, des militants de la CGT Intérim, d'autres sans papiers sont parvenus sur les lieux, face au cordon de police.

Pendant ce temps, les négociations allaient bon train, les élus de gauche ayant été rapidement prévenus. Il a pu voir ensuite deux élus de gauche de la mairie du 12ème, avec leur écharpe, allant participer à la négociation. Il a vu aussi des citoyens ordinaires particulièrement choqués, dont une jeune voisine de l'agence qui a brandi pendant une heure devant les automobilistes une affiche : "LA HONTE". Une fois la police partie, tout le monde s'est regroupé en scandant ce beau mot d'ordre : "on bosse ici, on vit ici, on reste ici".

## Résistance contre provocation

L'agence est fermée avec un vigile à l'intérieur, histoire de créer une situation provocatrice de blocage permettant à la police d'intervenir à nouveau. Les sans papiers, avec la CGT et tous les mouvements de soutien, essaient de trouver le moyen de reprendre en main leur lieu d'occupation sans tomber dans le piège. Certains d'entre eux n'ont pas osé coucher ce soir.



Le prof' a eu cette impression, en ce matin que le boulevard Daumesnil avait pris la forme d'une rivière infranchissable, infestée de crocodiles, voir d'un mur de la honte, ses élèves inaccessibles d'un côté, les CRS de l'autre. Il y a des moments où il est difficile d'être fier de son pays se disait-il en colère... A ce demander si demain, les partisans du "National tout ce que vous voudrez" ne seraient pas tentés, sous de nouvelles formes, d'étouffer l'humanité sous l'effet de serre de la xénophobie et du racisme.

Vigilance, mobilisation, résistance... On n'a pas le choix. La France qu'on aime le vaut bien ! Elle a déjà gagné d'autres batailles. Il faut qu'elle gagne celle-là.



Pour en savoir plus : <http://www.collectif12.com/spip.php?article131>

Lettre hebdomadaire de la Fédération des travailleurs des industries  
du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin - [gerson@filpac-cgt.fr](mailto:gerson@filpac-cgt.fr) - Antoine Peillon, Christian Gourdet, Yvon Huet

FILPAC-CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 48 18 80 24 – Fax : 01 48 51 99 07 [filpac@filpac-cgt.fr](mailto:filpac@filpac-cgt.fr) – [www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

# 3 livres



“UN JOB POUR LA VIE”  
 “130 années de vie syndicale”  
 “En quête de JOB”

Ces trois livres, visent à transmettre l'essence des actions pour ceux qui ont des luttes à mener. Dans chacun... Tout le temps qu'il faut..., tous les efforts continus..., toute la camaraderie... pour franchir les obstacles et rester debout...! Pouvoir enfin dire, "on y était, on a été blessé mais on a défendu notre dignité et obtenu réparation des injustices". S'inscrivant ainsi dans la longue histoire humaine des luttes pour l'emploi, les libertés et le droit syndical, nous nous sentons redevables d'apporter ces témoignages au sein de la FILPAC.

Comme le philosophe, nous sommes convaincus que :  
 "Chaque résistance, chaque victoire est un signe, un exemple et un encouragement pour l'humanité dans sa masse"  
 Lisez et faites lire, il en restera quelque chose...!

Le SILPAC 31  
 L'association "les amis de l'imprimerie et de JOB"



## Bon de commande

a retourner accompagné de votre chèque de règlement (à l'ordre : "les amis de l'imprimerie et de Job") à :  
 Les amis de l'imprimerie et de JOB - 19, place Saint-Sernin - 31070 TOULOUSE

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Un JOB pour la vie : 22€ x ..... exemplaires = ..... €

130 années de vie syndicale : 15€ x ..... exemplaires = ..... €

En quête de JOB : 20€ x ..... exemplaires = ..... €

TOTAL = ..... €

**Offre spéciale**  
**50€ les 3 livres**

Nombre de lot : ..... 50€ = ..... €

## INFORMATIONS CGT NAO 2010

Les propositions de la direction sont restées modestes pour cette troisième réunion, la CGT, syndicat majoritaire au sein de l'entreprise a suspendu toute négociation sur les salaires, vous comprendrez que donner 1% sur un salaire de 1500€, c'est 15€ brut par le mois, ce qui fait net à peine 12€, sachant que le gaz augmente de 9,7%, ou va-t-on retrouver cette augmentation ?

La direction indique que la crise est encore présente, ne l'est t'elle pas pour les salariés ?

La revalorisation sur les salaires 2010 proposée par la direction sera de :

- 0,7% au 01/03/2010 et 0,5% au 01/09/2010

- 4€ sur la part employeur de la mutuelle groupe qui de 27€ passe à 31€

Ou

- 1% au 1 mai 2010

- 4€ sur la part employeur de la mutuelle groupe qui de 27€ passe à 31€

## INSUFISANT ET INACCEPTABLE

La FILPAC CGT prévient la direction générale du groupe OTOR, que toutes les organisations CGT se mobiliseront dans toutes les usines avec le personnel.

Déjà nos camarades de DAUPHINE rentrent dans l'action à partir de 21H ce soir, nous informons la direction qu'aucune fabrication de DAUHINE ne sera faite à TORIGNI, et rappelons aux salariés que nous ne sommes pas des casseurs de grève.

En organisation responsable pour l'intérêt de l'entreprise, mais aussi des conditions de vie de ses salariés, nous indiquons à notre direction qu'une réaction du personnel de TORIGNI n'est pas exclus.

Si la direction générale, comme elle l'a fait a NOVILLARS l'année dernière, pense faire pourrir le mouvement de DAUHINE qui est légitime puisque les revendications sont les mêmes que dans l'ensemble des usines du groupe, elle se trompe.

Nous insistons pour qu'une réunion sur le sujet ait lieu avec la DRH du groupe

Le délégué syndical CGT

TORIGNI-SUR-VIRE, le jeudi 25 mars 2010